

Avis de convocation / avis de réunion

UBISOFT ENTERTAINMENT

Société anonyme au capital social de 9 576 417,39 euros
Siège social : 2, rue du Chêne Heleuc - 56910 CARENTOIR
335 186 094 RCS VANNES

AVIS DE RÉUNION

En raison de l'épidémie de Covid-19, afin de protéger les actionnaires, les invités et les organisateurs et compte tenu des mesures administratives limitant ou interdisant les rassemblements collectifs pour des motifs sanitaires, le Conseil d'administration de la Société a décidé de tenir l'**Assemblée générale mixte** de la société **Ubisoft Entertainment SA** le **jeudi 1^{er} juillet 2021** à 16 heures, à **huis clos**, hors la présence physique des **actionnaires**, de leurs **mandataires** et des **autres personnes** ayant le droit d'y assister, eu égard notamment à la fermeture des salles de conférence et de réunion, à l'obligation de respecter des mesures de distanciation physique et au nombre de personnes habituellement présentes lors des précédentes assemblées d'Ubisoft.

Cette décision a été prise en vertu de la loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020, de l'ordonnance n° 2020-321 du 25 mars 2020 (prorogée et modifiée par l'ordonnance n° 2020-1497 du 2 décembre 2020) et du décret n° 2020-418 du 10 avril 2020 (prorogé et modifié par les décrets n° 2020-1614 du 18 décembre 2020 et n° 2021-255 du 9 mars 2021).

En conséquence et dans ce contexte, aucune carte d'admission ne sera délivrée. Les actionnaires sont invités à exprimer leur vote en amont de l'Assemblée en utilisant les moyens de vote à distance. Les actionnaires sont invités à **lire attentivement les règles de participation** à l'Assemblée générale **décrites à la fin du présent avis**. Il ne sera en outre pas possible aux actionnaires de **poser des questions au sens usuel du terme**, ni de déposer des projets d'amendements ou de nouvelles résolutions **durant l'Assemblée générale**. Néanmoins, des **questions écrites** pourront être posées **en amont de l'Assemblée générale** conformément à la réglementation en la matière.

L'Assemblée générale sera retransmise, **en direct** et en différé, dans les délais prévus par la réglementation applicable, sur la page du site internet d'Ubisoft dans la rubrique dédiée aux assemblées générales : **www.ubisoft.com**.

Les actionnaires sont invités à **lire attentivement les règles de participation** à l'Assemblée générale **décrites à la fin du présent avis** et à **consulter régulièrement** le site internet d'Ubisoft.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont informés que l'Assemblée générale mixte de la société **Ubisoft Entertainment SA** ("**Ubisoft**") se tiendra, **à huis clos**, le **jeudi 1^{er} juillet 2021 à 16 heures**, au 2, avenue Pasteur - 94160 Saint-Mandé.

ORDRE DU JOUR**A caractère ordinaire :**

1. Approbation des comptes sociaux de l'exercice clos le 31 mars 2021
2. Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 mars 2021
3. Approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 mars 2021
4. Approbation des conventions et engagements réglementés
5. Approbation de l'ensemble des éléments de rémunération des mandataires sociaux visés à l'article L. 22-10-9, I du Code de commerce au titre de l'exercice clos le 31 mars 2021
6. Approbation des éléments de la rémunération et des avantages versés au cours de l'exercice clos le 31 mars 2021 ou attribués au titre dudit exercice à M. Yves Guillemot, Président-Directeur général
7. Approbation des éléments de la rémunération et des avantages versés au cours de l'exercice clos le 31 mars 2021 ou attribués au titre dudit exercice à M. Claude Guillemot, Directeur général délégué
8. Approbation des éléments de la rémunération et des avantages versés au cours de l'exercice clos le 31 mars 2021 ou attribués au titre dudit exercice à M. Michel Guillemot, Directeur général délégué
9. Approbation des éléments de la rémunération et des avantages versés au cours de l'exercice clos le 31 mars 2021 ou attribués au titre dudit exercice à M. Gérard Guillemot, Directeur général délégué
10. Approbation des éléments de la rémunération et des avantages versés au cours de l'exercice clos le 31 mars 2021 ou attribués au titre dudit exercice à M. Christian Guillemot, Directeur général délégué
11. Approbation de la politique de rémunération applicable au Président-Directeur général
12. Approbation de la politique de rémunération applicable aux Directeurs généraux délégués
13. Approbation de la politique de rémunération applicable aux administrateurs
14. Ratification de la cooptation de Mme Belén Essioux-Trujillo en qualité d'administratrice
15. Renouvellement du mandat d'administratrice de Mme Laurence Hubert-Moy
16. Renouvellement du mandat d'administrateur de M. Didier Crespel
17. Renouvellement du mandat d'administrateur de M. Claude Guillemot
18. Renouvellement du mandat d'administrateur de M. Michel Guillemot
19. Renouvellement du mandat d'administrateur de M. Christian Guillemot
20. Ratification du transfert de siège social de la Société
21. Autorisation au Conseil d'administration à l'effet d'opérer sur les actions de la Société

A caractère extraordinaire :

22. Autorisation au Conseil d'administration à l'effet de réduire le capital social par voie d'annulation d'actions propres détenues par la Société
23. Délégation de compétence au Conseil d'administration à l'effet d'augmenter le capital social par l'émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières composées, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, au profit des adhérents à un(des) plan(s) d'épargne entreprise ou Groupe
24. Délégation de compétence au Conseil d'administration à l'effet d'augmenter le capital social par l'émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières composées, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, réservée aux salariés et/ou mandataires sociaux de certaines filiales de la Société au sens de l'article L. 233-16 du Code de commerce, dont le siège social est situé hors de France, hors plan d'épargne entreprise ou Groupe
25. Délégation de compétence au Conseil d'administration à l'effet d'augmenter le capital social par l'émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières composées, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, réservée à des catégories de bénéficiaires dans le cadre d'une offre d'actionnariat salarié
26. Autorisation au Conseil d'administration d'attribuer gratuitement des actions ordinaires de la Société au profit des salariés, en ce inclus tout ou partie des membres du Comité exécutif du groupe Ubisoft, à l'exclusion des Dirigeants mandataires sociaux de la Société objet de la vingt-septième résolution
27. Autorisation au Conseil d'administration d'attribuer gratuitement des actions ordinaires de la Société au profit des Dirigeants mandataires sociaux de la Société

A caractère ordinaire et extraordinaire :

28. Pouvoirs pour formalités

PROJETS DE RESOLUTIONS

Partie ordinaire**Première résolution**

(Approbation des comptes sociaux de l'exercice clos le 31 mars 2021)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et du rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes sociaux, approuve les comptes sociaux pour l'exercice clos le 31 mars 2021 tels qu'ils ont été présentés, lesquels font apparaître une **perte de 14 469 543,70€**, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports.

Deuxième résolution

(Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 mars 2021)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration, décide d'affecter le résultat déficitaire de l'exercice clos le 31 mars 2021, comme suit :

Résultat déficitaire	- 14 469 543,70€
Affectation au compte Report à Nouveau	- 14 469 543,70€
Report à Nouveau antérieur	- 301 146 523,30€
Solde du compte Report à Nouveau après affectation	- 315 616 067,00€

L'Assemblée générale prend, en outre, acte qu'il n'a pas été distribué de dividendes, ni de revenus ouvrant droit à l'abattement de 40% mentionné au 2° du 3 de l'article 158 du Code général des impôts (ainsi que des revenus n'ouvrant pas droit à cet abattement) au cours des trois exercices précédents.

Troisième résolution

(Approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 mars 2021)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration sur la gestion du Groupe et du rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés, approuve les comptes consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2021 tels qu'ils ont été présentés, lesquels font apparaître un **bénéfice de 103 061 465€**, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports.

Quatrième résolution

(Approbation des conventions et engagements réglementés)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions et engagements soumis aux articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce, approuve ledit rapport et prend acte qu'aucune nouvelle convention et/ou engagement n'a été autorisé et/ou conclu ou ne s'est poursuivi au titre de l'exercice écoulé.

Cinquième résolution

(Approbation de l'ensemble des éléments de rémunération des mandataires sociaux visés à l'article L. 22-10-9, I du Code de commerce au titre de l'exercice clos le 31 mars 2021)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, approuve, en application des dispositions de l'article L. 22-10-34, I du Code de commerce, les informations mentionnées à l'article L. 22-10-9, I du Code de commerce, telles que présentées dans le rapport sur le gouvernement d'entreprise de la Société visé à l'article L. 225-37 du même code figurant dans le Document d'Enregistrement Universel de la Société (Chapitre 4, section 4.2.2.1).

Sixième résolution

(Approbation des éléments de la rémunération et des avantages versés au cours de l'exercice clos le 31 mars 2021 ou attribués au titre dudit exercice à M. Yves Guillemot, Président-Directeur général)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, approuve, en application des dispositions de l'article L. 22-10-34, II du Code de commerce, les éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours de l'exercice clos le 31 mars 2021 ou attribués au titre du même exercice à M. Yves Guillemot, en raison de son mandat de Président-Directeur général, tels que présentés dans le rapport sur le gouvernement d'entreprise visé à l'article L. 225-37 du même code figurant dans le Document d'Enregistrement Universel de la Société (Chapitre 4, section 4.2.2.2).

Septième résolution

(Approbation des éléments de la rémunération et des avantages versés au cours de l'exercice clos le 31 mars 2021 ou attribués au titre dudit exercice à M. Claude Guillemot, Directeur général délégué)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, approuve, en application des dispositions de l'article L. 22-10-34, II du Code de commerce, les éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours de l'exercice clos le 31 mars 2021 ou attribués au titre du même exercice à M. Claude Guillemot, en raison de son mandat de Directeur général délégué, tels que présentés dans le rapport sur le gouvernement d'entreprise visé à l'article L. 225-37 du même code figurant dans le Document d'Enregistrement Universel de la Société (Chapitre 4, section 4.2.2.2).

Huitième résolution

(Approbation des éléments de la rémunération et des avantages versés au cours de l'exercice clos le 31 mars 2021 ou attribués au titre dudit exercice à M. Michel Guillemot, Directeur général délégué)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, approuve, en application des dispositions de l'article L. 22-10-34, II du Code de commerce, les éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours de l'exercice clos le 31 mars 2021 ou attribués au titre du même exercice à M. Michel Guillemot, en raison de son mandat de Directeur général délégué, tels que présentés dans le rapport sur le gouvernement d'entreprise visé à l'article L. 225-37 du même code figurant dans le Document d'Enregistrement Universel de la Société de la Société (Chapitre 4, section 4.2.2.2).

Neuvième résolution

(Approbation des éléments de la rémunération et des avantages versés au cours de l'exercice clos le 31 mars 2021 ou attribués au titre dudit exercice à M. Gérard Guillemot, Directeur général délégué)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, approuve, en application des dispositions de l'article L. 22-10-34, II du Code de commerce, les éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours de l'exercice clos le 31 mars 2021 ou attribués au titre du même exercice à M. Gérard Guillemot, en raison de son mandat de Directeur général délégué, tels que présentés dans le rapport sur le gouvernement d'entreprise visé à l'article L. 225-37 du même code figurant dans le Document d'Enregistrement Universel de Société (Chapitre 4, section 4.2.2.2).

Dixième résolution

(Approbation des éléments de la rémunération et des avantages versés au cours de l'exercice clos le 31 mars 2021 ou attribués au titre dudit exercice à M. Christian Guillemot, Directeur général délégué)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, approuve en application des dispositions de l'article L. 22-10-34, II du Code de commerce, les éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours de l'exercice clos le 31 mars 2021 ou attribués au titre du même exercice à M. Christian Guillemot, en raison de son mandat de Directeur général délégué, tels que présentés dans le rapport sur le gouvernement d'entreprise visé à l'article L. 225-37 du même code figurant dans le Document d'Enregistrement Universel de la Société (Chapitre 4, section 4.2.2.2).

Onzième résolution

(Approbation de la politique de rémunération applicable au Président-Directeur général)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires approuve, en application des dispositions de l'article L. 22-10-8, II du Code de commerce, la politique de rémunération applicable au Président-Directeur général, telle que présentée dans le rapport sur le gouvernement d'entreprise visé à l'article L. 225-37 du Code de commerce et figurant dans le Document d'Enregistrement Universel de la Société (Chapitre 4, section 4.2.1).

Douzième résolution

(Approbation de la politique de rémunération applicable aux Directeurs généraux délégués)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, approuve, en application des dispositions de l'article L. 22-10-8, II du Code de commerce, la politique de rémunération applicable aux Directeurs généraux délégués, telle que présentée dans le rapport sur le gouvernement d'entreprise visé à l'article L. 225-37 du Code de commerce et figurant dans le Document d'Enregistrement Universel de la Société (Chapitre 4, section 4.2.1).

Treizième résolution

(Approbation de la politique de rémunération applicable aux administrateurs)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, approuve, en application des dispositions de l'article L. 22-10-8, II du Code de commerce, la politique de rémunération applicable aux administrateurs, telle que présentée dans le rapport sur le gouvernement d'entreprise visé à l'article L. 225-37 du Code de commerce et figurant dans le Document d'Enregistrement Universel de la Société (Chapitre 4, section 4.2.1).

Quatorzième résolution

(Ratification de la cooptation de Mme Belén Essioux-Trujillo en qualité d'administratrice)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration, décide en application des dispositions de l'article L. 225-24 du Code de commerce, de ratifier la nomination par voie de cooptation, faite à titre provisoire par le Conseil d'administration lors de sa réunion du 8 décembre 2020, de Mme Belén Essioux-Trujillo en qualité d'administratrice, en remplacement de Mme Virginie Haas, démissionnaire, pour la durée restant à courir du mandat de cette dernière, soit jusqu'à l'Assemblée générale annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2023.

Quinzième résolution

(Renouvellement du mandat d'administratrice de Mme Laurence Hubert-Moy)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et constatant que le mandat d'administratrice de Mme Laurence Hubert-Moy arrive à expiration à l'issue de la présente Assemblée, décide de renouveler ledit mandat pour une durée de quatre années, qui expirera à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2025.

Seizième résolution

(Renouvellement du mandat d'administrateur de M. Didier Crespel)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et constatant que le mandat d'administrateur de M. Didier Crespel arrive à expiration à l'issue de la présente Assemblée, décide de renouveler ledit mandat pour une durée de deux années, qui expirera à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2023.

Dix-septième résolution

(Renouvellement du mandat d'administrateur de M. Claude Guillemot)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et constatant que le mandat d'administrateur de M. Claude Guillemot arrive à expiration à l'issue de la présente Assemblée, décide de renouveler ledit mandat pour une durée de trois années, qui expirera à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2024.

Dix-huitième résolution

(Renouvellement du mandat d'administrateur de M. Michel Guillemot)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et constatant que le mandat d'administrateur de M. Michel Guillemot arrive à expiration à l'issue de la présente Assemblée, décide de renouveler ledit mandat pour une durée de quatre années, qui expirera à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2025.

Dix-neuvième résolution

(Renouvellement du mandat d'administrateur de M. Christian Guillemot)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et constatant que le mandat d'administrateur de M. Christian Guillemot arrive à expiration à l'issue de la présente Assemblée, décide de renouveler ledit mandat pour une durée de quatre années, qui expirera à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2025.

Vingtième résolution

(Ratification du transfert de siège social de la Société)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration, ratifie, en application de l'article L. 225-36 du Code de commerce et de l'article 2 des statuts, le transfert de siège social de la Société avec effet au 1^{er} janvier 2021 du 107, avenue Henri Fréville – 35200 Rennes au 2, rue Chêne Heleuc - 56910 Carentoir, ainsi que la modification corrélative des statuts, tels que décidés par le Conseil d'administration lors de sa séance en date du 1^{er} octobre 2020.

Vingt-et-unième résolution

(Autorisation au Conseil d'administration à l'effet d'opérer sur les actions de la Société)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration – incluant le descriptif du programme de rachat d'actions propres conformément aux articles 241-1 et suivants du Règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) et conformément aux dispositions des articles L. 22-10-62 et suivants du Code de commerce et au Règlement (UE) n° 596/2014 du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 et à ses règlements délégués :

1. autorise le Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions légales et réglementaires, à acheter ou faire acheter par la Société ses propres actions, dans la limite d'un nombre d'actions représentant :
 - 10% du capital social existant, à quelque moment que ce soit, ce pourcentage s'appliquant à un capital ajusté en fonction des opérations l'affectant postérieurement à la présente Assemblée (étant précisé que lorsque les actions sont rachetées aux fins d'animation du marché dans le cadre d'un contrat de liquidité dans les conditions visées ci-après, le nombre d'actions pris en compte pour le calcul de cette limite de 10% correspond au nombre d'actions achetées, déduction faite du nombre d'actions revendues pendant la durée de la présente autorisation) ; ou
 - 5% du capital social s'agissant d'actions acquises par la Société en vue de leur conservation et leur remise ultérieure en paiement ou en échange dans le cadre d'opérations de croissance externe (fusion, scission ou apport), conformément à la loi ;
2. décide que cette autorisation pourra être utilisée en vue des finalités suivantes :
 - assurer la liquidité et animer le marché de l'action Ubisoft Entertainment SA par l'intermédiaire d'un prestataire de services d'investissement agissant de manière indépendante dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la décision AMF n° 2018-01 du 2 juillet 2018,
 - honorer des obligations liées aux programmes d'options d'achat d'actions, d'attribution gratuite d'actions ou de procéder à toutes autres allocations ou cessions d'actions au profit des salariés et/ou Dirigeants mandataires sociaux du Groupe ou au profit de certains d'entre eux, notamment dans le cadre de tout plan d'épargne entreprise ou Groupe ou de la participation aux résultats de l'entreprise ou pour permettre la couverture d'une offre d'actionnariat salarié structurée par un établissement bancaire, ou par une entité contrôlée par un tel établissement au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce, intervenant à la demande de la Société,
 - les conserver pour remise ultérieure à l'échange ou en paiement dans le cadre d'éventuelles opérations de croissance externe,
 - les remettre lors de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières représentatives de titres de créance donnant accès, par tous moyens, immédiatement et/ou à terme, au capital social de la Société par remboursement, conversion, échange, présentation d'un bon ou de toute autre manière,
 - annuler totalement ou partiellement les actions ainsi rachetées dans les conditions prévues par la loi, sous réserve de l'adoption de la vingt-deuxième résolution par l'Assemblée générale extraordinaire,
 - mettre en œuvre toute pratique de marché reconnue ou qui viendrait à être admise par la loi ou l'AMF postérieurement à la présente Assemblée et plus généralement la réalisation de toute opération conforme à la réglementation en vigueur ;
3. décide que :
 - le prix unitaire maximal d'achat autorisé, hors frais, ne pourra excéder 120€, étant précisé qu'en cas d'opérations sur le capital, notamment par incorporation de réserves suivie de l'attribution et la création d'actions gratuites et/ou de division ou regroupement des actions, le prix unitaire maximal d'achat et le montant maximum du programme seront ajustés en conséquence – ainsi à titre indicatif, le montant maximum que la Société serait susceptible de payer dans l'hypothèse d'achats au prix maximal de 120€ s'élèverait à 1 371 622 560€ sur la base du capital social au 30 avril 2021 composé de 123 576 079 actions et compte tenu des 927 419 actions auto-détenues par la Société à cette date soit, au regard de ces éléments, un nombre maximal d'actions à acquérir de 11 430 188 actions,
 - les acquisitions réalisées par la Société en vertu de la présente autorisation ne pourront avoir pour effet de porter le nombre d'actions détenues directement ou indirectement par la Société à plus de 10% du nombre d'actions composant le capital social,
 - les actions pourront être rachetées, cédées, transférées ou échangées, en une ou plusieurs fois, directement ou par tout tiers dans les conditions prévues à l'article L. 225-206, II du Code de commerce sur tout marché ou hors marché, y compris sur les systèmes multilatéraux de négociation (MTF) ou via un "internalisateur" systématique ou de gré à gré, par tous moyens, y compris par acquisition ou cession de blocs d'actions, par l'intermédiaire d'instruments financiers dérivés ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société et par la mise en place de stratégies optionnelles, dans le respect des dispositions légales et réglementaires applicables à la date des opérations considérées ;
4. décide que le Conseil d'administration ne pourra, sauf autorisation préalable de l'Assemblée générale, faire usage de la présente autorisation à compter du dépôt par un tiers d'un projet d'offre publique visant les titres de la Société, et ce jusqu'à la fin de la période de l'offre ;
5. confère tous pouvoirs au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions légales et réglementaires :
 - pour décider et mettre en œuvre la présente autorisation, arrêter les modalités de sa mise en œuvre, passer tous ordres de bourse, conclure tous accords, établir tous documents notamment d'information, effectuer, conformément aux dispositions légales, toute affectation ou réaffectation des actions acquises, effectuer toutes formalités et toutes déclarations auprès de tous organismes et, d'une manière générale, faire tout ce qui sera nécessaire pour la mise en œuvre de la présente autorisation,
 - pour le cas où la loi ou l'AMF viendrait à étendre ou à compléter les objectifs autorisés pour les programmes de rachat d'actions, à l'effet de préparer un descriptif du programme rectificatif comprenant ces objectifs modifiés.

Le Conseil d'administration devra informer, dans les conditions légales, l'Assemblée générale annuelle des opérations réalisées en vertu de la présente autorisation.

La présente autorisation est octroyée pour une durée de dix-huit mois à compter de la présente Assemblée et prive d'effet, pour la fraction non utilisée, toute autorisation antérieure ayant le même objet.

Partie extraordinaire**Vingt-deuxième résolution**

(Autorisation au Conseil d'administration à l'effet de réduire le capital social par voie d'annulation d'actions propres détenues par la Société)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes et conformément aux dispositions de l'article L. 22-10-62 du Code de commerce :

1. autorise le Conseil d'administration à procéder, sur ses seules décisions, en une ou plusieurs fois, à la réduction du capital social, dans la limite de 10% du capital de la Société par période de vingt-quatre mois, par annulation de tout ou partie des actions que la Société détient ou pourrait détenir en conséquence des diverses autorisations d'achat d'actions octroyées par l'Assemblée générale au Conseil d'administration ;
2. confère tous pouvoirs au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions légales et réglementaires, pour réaliser ces opérations dans les limites et aux époques qu'il déterminera, en fixer les modalités et conditions, procéder aux imputations nécessaires sur tous postes de réserves ou de primes disponibles, en constater la réalisation, procéder à la modification corrélative des statuts et généralement prendre toutes décisions et effectuer toutes formalités.

La présente autorisation est octroyée pour une durée de dix-huit mois à compter de la présente Assemblée et prive d'effet, pour la fraction non utilisée, toute autorisation antérieure ayant le même objet.

Vingt-troisième résolution

(Délégation de compétence au Conseil d'administration à l'effet d'augmenter le capital social par l'émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières composées, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, au profit des adhérents à un(des) plan(s) d'épargne entreprise ou Groupe)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, conformément aux dispositions des articles L. 225-129-2, L. 22-10-49, L. 225-129-6, L. 225-138, L. 225-138-1 et L. 228-91 et suivants du Code de commerce et aux articles L. 3332-1 et L. 3332-18 et suivants du Code du travail :

1. délègue au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions légales et réglementaires, sa compétence à l'effet de procéder à des augmentations de capital social, sur ses seules décisions, en une ou plusieurs fois, aux époques et selon les modalités qu'il déterminera, dans les conditions prévues par la loi, par émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant accès, par tous moyens, immédiatement et/ou à terme au capital de la Société, à souscrire en numéraire, réservées aux adhérents à un ou plusieurs plans d'épargne entreprise ou Groupe de la Société et/ou des sociétés incluses dans le même périmètre de consolidation ou de combinaison des comptes au sens du deuxième alinéa de l'article L. 3344-1 du Code du travail ; étant précisé que l'émission de tous titres ou valeurs mobilières donnant accès à des actions de préférence est exclue ;
2. décide que le Conseil d'administration pourra procéder au profit des bénéficiaires mentionnés ci-dessus à l'attribution à titre gratuit d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès, par tous moyens, immédiatement et/ou à terme, au capital de la Société dans les conditions légales et réglementaires, à titre de substitution de tout ou partie de la décote visée au paragraphe 5. ci-dessous et/ou à titre d'abondement, étant entendu que l'avantage résultant de cette attribution ne pourra excéder les limites prévues aux articles L. 3332-21 et L. 3332-11 du Code du travail ;
3. décide que le montant nominal d'augmentation de capital de la Société, immédiat ou à terme, résultant de l'ensemble des émissions réalisées en vertu de la présente délégation (i) ne pourra excéder **1,50%** du montant du capital social au jour de la décision du Conseil d'administration de procéder à l'augmentation de capital social, étant précisé que ce plafond est un plafond global pour toutes les augmentations de capital social susceptibles d'être réalisées en application des vingt-troisième, vingt-quatrième et vingt-cinquième résolutions soumises à la présente Assemblée et est fixé compte non tenu du nominal des actions de la Société à émettre, éventuellement, au titre des ajustements à opérer conformément à la loi et aux stipulations contractuelles applicables pour protéger les droits des porteurs de valeurs mobilières ou autres droits donnant accès au capital, et (ii) s'imputera sur le plafond global de 4.000.000€ prévu à la trentième résolution de l'Assemblée générale du 2 juillet 2020 ;
4. décide que le prix de souscription des actions ou valeurs mobilières émises sera déterminé dans les conditions définies aux articles L. 3332-18 à L. 3332-23 du Code du travail ;
5. décide de fixer la décote maximum offerte dans le cadre d'un plan d'épargne à **15%** de la moyenne des cours cotés de l'action Ubisoft Entertainment SA sur Euronext Paris lors des vingt séances de bourse précédant le jour de la décision fixant la date d'ouverture des souscriptions ; toutefois, l'Assemblée générale autorise expressément le Conseil d'administration, s'il le juge opportun, à réduire ou supprimer la décote susmentionnée, dans les limites légales et réglementaires, afin notamment de tenir compte, *inter alia*, des régimes juridiques, comptables, fiscaux et/ou sociaux applicables localement ;
6. décide de supprimer, au profit des adhérents à un ou plusieurs plans d'épargne, le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions ou valeurs mobilières pouvant être émises en vertu de la présente délégation ; lesdits actionnaires renonçant par ailleurs à tout droit aux actions et valeurs mobilières donnant accès au capital pouvant être attribuées gratuitement en vertu de la présente délégation ;
7. constate que cette délégation emporte de plein droit au profit des porteurs de parts de valeurs mobilières émises au titre de la présente résolution et donnant accès au capital social de la Société, renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions auxquelles ces valeurs mobilières donnent droit ;
8. prend acte que chaque augmentation de capital ne sera réalisée qu'à concurrence du montant des actions souscrites par les bénéficiaires mentionnés ci-dessus, individuellement ou par l'intermédiaire de fonds communs de placement d'entreprise (FCPE) ou de sociétés d'investissement à capital variable ou autres structures permises par les dispositions légales ou réglementaires applicables, étant précisé que la présente résolution pourra être utilisée aux fins de mettre en œuvre des formules à effet de levier dans le cadre d'une offre d'actionnariat salarié de la Société ;
9. décide que le Conseil d'administration aura tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation dans les conditions légales et réglementaires, à l'effet de mettre en œuvre la présente délégation dans le respect des conditions qui viennent d'être arrêtées et notamment de :
 - arrêter les caractéristiques, montant et modalités de toute émission,
 - décider si les actions pourront être souscrites directement par les adhérents à un ou plusieurs plans d'épargne ou par l'intermédiaire de FCPE ou de sociétés d'investissement à capital variable ou autres structures permises par les dispositions légales ou réglementaires applicables,
 - déterminer les sociétés et les bénéficiaires concernés,
 - le cas échéant, fixer les conditions d'ancienneté que devront remplir les bénéficiaires pour souscrire aux actions ou valeurs mobilières nouvelles à émettre dans le cadre des augmentations de capital objet de la présente résolution,
 - fixer les montants de ces émissions et arrêter les prix de souscription dans les limites fixées dans la présente résolution, les conditions et modalités des émissions d'actions ou de valeurs mobilières qui seront réalisées en vertu de la présente délégation et

notamment leur date de jouissance, les règles de réduction applicables aux cas de sursouscription ainsi que autres conditions et modalités de leur libération et de leur livraison,

- arrêter les dates d'ouverture et de clôture des souscriptions,
- en cas d'attribution gratuite d'actions ou de valeurs mobilières, fixer la nature, les caractéristiques et le nombre à attribuer à chaque bénéficiaire et arrêter les dates, délais, modalités et conditions d'attribution de ces actions ou valeurs mobilières dans les limites légales et réglementaires en vigueur, et notamment, soit de choisir de substituer totalement ou partiellement l'attribution gratuite de ces actions ou valeurs mobilières à la décote prévue ci-dessus, soit d'imputer la contre valeur de ces actions ou valeurs mobilières de la Société sur le montant de l'abondement, soit de combiner ces deux possibilités,
- constater la réalisation de l'augmentation de capital par émission d'actions à concurrence du montant des actions qui seront effectivement souscrites,
- assurer la préservation des droits des titulaires de valeurs mobilières donnant à terme accès au capital de la Société, et ce en conformité avec les dispositions légales et réglementaires applicables,
- sur sa seule décision et s'il le juge opportun, imputer les frais des augmentations de capital sur le montant des primes afférentes à ces augmentations et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital après chaque augmentation,
- d'une manière générale, accomplir tous actes et formalités, prendre toutes mesures ou décisions et conclure tous accords utiles ou nécessaires (i) pour parvenir à la bonne fin des émissions réalisées en vertu de la présente délégation de compétence, et notamment pour l'émission, la souscription, la livraison, la jouissance, l'admission aux négociations des titres créés, le service financier des actions nouvelles ainsi que l'exercice des droits qui y sont attachés, (ii) pour constater la réalisation définitive de la ou des augmentations de capital, apporter aux statuts les modifications corrélatives à ces augmentations de capital, (iii) pour procéder aux formalités consécutives à la réalisation des augmentations de capital, et généralement faire le nécessaire.

La présente délégation est valable vingt-six mois à compter de la présente Assemblée et prive d'effet, pour la fraction non utilisée, toute délégation antérieure ayant le même objet.

Vingt-quatrième résolution

(Délégation de compétence au Conseil d'administration à l'effet d'augmenter le capital social par l'émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières composées, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, réservée aux salariés et/ou mandataires sociaux de certaines filiales de la Société au sens de l'article L. 233-16 du Code de commerce, dont le siège social est situé hors de France, hors plan d'épargne entreprise ou Groupe)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, conformément aux dispositions des articles L. 225-129-2, L. 22-10-49, L. 225-138 et L. 228-91 et suivants du Code de commerce :

1. délègue au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions légales et réglementaires, sa compétence à l'effet de procéder à des augmentations de capital social, sur ses seules décisions, en une ou plusieurs fois, aux époques et selon les modalités qu'il déterminera, dans les conditions prévues par la loi, par émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières qui sont des titres de capital donnant accès, par tous moyens, immédiatement et/ou à terme à d'autres titres de capital de la Société, à souscrire en numéraire, réservées aux catégories et/ou à l'une des catégories de bénéficiaires définies ci-après ; étant précisé que la souscription peut être réalisée directement ou par le biais d'un fonds commun de placement d'entreprise (FCPE) et que l'émission de tous titres ou valeurs mobilières donnant accès à des actions de préférence est exclue ;
2. décide que le montant nominal d'augmentation de capital de la Société réalisée en vertu de la présente délégation (i) ne pourra excéder **1,50%** du montant du capital social au jour de la décision du Conseil d'administration décidant de procéder à l'augmentation de capital social, étant précisé que ce plafond est un plafond global pour toutes les augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en application des vingt-troisième, vingt-quatrième et vingt-cinquième résolutions soumises à la présente Assemblée et est fixé compte non tenu du nominal des actions de la Société à émettre, éventuellement, au titre des ajustements à opérer conformément à la loi et aux stipulations contractuelles applicables pour protéger les droits des porteurs de valeurs mobilières ou autres droits donnant accès au capital ; et (ii) s'imputera sur le plafond global de 4.000.000€ prévu à la trentième résolution de l'Assemblée générale du 2 juillet 2020 ;
3. décide que le prix de souscription des actions nouvelles à émettre en application de la présente délégation sera fixé par le Conseil d'administration le jour où il fixera la date d'ouverture des souscriptions, selon l'une des deux modalités suivantes, au choix du Conseil d'administration :
 - prix de souscription égal à la moyenne des cours cotés de l'action Ubisoft Entertainment SA sur Euronext Paris lors des vingt séances de bourse précédant le jour de la décision du Conseil d'administration, éventuellement diminuée d'une décote maximale de **15%**, ou
 - prix de souscription égal au cours de l'action Ubisoft Entertainment SA sur Euronext Paris le jour de la décision du Conseil d'administration, éventuellement diminué d'une décote maximale de **15%** ;
4. décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions ordinaires et/ou valeurs mobilières pouvant être émises en vertu de la présente délégation et de réserver le droit d'y souscrire aux salariés et/ou mandataires sociaux de sociétés du groupe Ubisoft liées à la Société dans les conditions de l'article L. 233-16 du Code de commerce, ayant leur siège social hors de France ; étant précisé que la souscription peut être réalisée directement ou par le biais d'un FCPE et que la présente résolution pourra être utilisée aux fins de mettre en œuvre des formules à effet de levier dans le cadre d'une offre d'actionnariat salarié de la Société ;
5. constate que cette délégation emporte de plein droit au profit des porteurs de parts de valeurs mobilières émises au titre de la présente résolution et donnant accès au capital social de la Société, renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions auxquelles ces valeurs mobilières donnent droit ;
6. décide que le Conseil d'administration aura tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation dans les conditions légales et réglementaires, à l'effet de mettre en œuvre la présente délégation dans le respect des conditions qui viennent d'être arrêtées et notamment :
 - déterminer les dates, les conditions et les modalités de la ou des émissions avec ou sans prime, déterminer le nombre global de titres à émettre dans les limites fixées dans la présente résolution, déterminer les formules de souscription qui seront présentées aux salariés dans chaque pays concerné au vu des contraintes de droit local applicables, et sélectionner les pays retenus parmi ceux dans lesquels la Société dispose de filiales ainsi que lesdites filiales dont les salariés pourront participer à l'opération,
 - arrêter la liste des bénéficiaires au sein des catégories susvisées et déterminer le nombre d'actions pouvant être souscrites par chacun d'entre eux,
 - arrêter le prix de souscription des actions, conformément aux modalités fixées au paragraphe 3. De la présente résolution,
 - arrêter les modalités de libération des actions dans les limites légales,
 - fixer le cas échéant une période de conservation obligatoire des actions et la date de jouissance des actions à émettre,
 - constater la réalisation de l'augmentation de capital par émission d'actions,

- assurer la préservation des droits des titulaires de valeurs mobilières donnant à terme accès au capital de la Société, et ce en conformité avec les dispositions légales et réglementaires applicables,
- sur sa seule décision et s'il le juge opportun, imputer les frais des augmentations de capital sur le montant des primes afférentes à ces augmentations et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital après chaque augmentation,
- d'une manière générale, accomplir tous actes et formalités, prendre toutes mesures ou décisions et conclure tous accords utiles ou nécessaires (i) pour parvenir à la bonne fin des émissions réalisées en vertu de la présente délégation de compétence, et notamment pour l'émission, la souscription, la jouissance, l'admission aux négociations des titres créés, le service financier des actions nouvelles ainsi que l'exercice des droits qui y sont attachés, (ii) pour constater la réalisation définitive de la ou des augmentations de capital, apporter aux statuts les modifications corrélatives à ces augmentations de capital, (iii) pour procéder aux formalités consécutives à la réalisation des augmentations de capital, et généralement faire le nécessaire.

La présente délégation, d'une durée de dix-huit mois à compter de ce jour, prendra effet à l'issue de l'opération d'actionnariat salarié en cours mise en œuvre dans le cadre de la vingt-sixième résolution de l'Assemblée générale du 2 juillet 2020 et privera d'effet à compter de cette même date, pour la fraction non utilisée, toute délégation antérieure ayant le même objet.

Vingt-cinquième résolution

(Délégation de compétence au Conseil d'administration à l'effet d'augmenter le capital social par l'émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières composées, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, réservée à des catégories de bénéficiaires dans le cadre d'une offre d'actionnariat salarié)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, conformément aux dispositions des articles L. 225-129-2, L. 22-10-49, L. 225-138 et L. 228-91 et suivants du Code de commerce :

1. constate que, dans certains pays, des difficultés ou incertitudes juridiques et/ou fiscales pourraient rendre difficile la mise en œuvre de formules d'actionnariat salarié structurées par l'intermédiaire de fonds communs de placement d'entreprise (FCPE) et qu'il serait souhaitable d'y mettre en œuvre des formules alternatives à celles offertes aux salariés des sociétés adhérents à un plan d'épargne ;
2. délègue en conséquence au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions légales et réglementaires, sa compétence à l'effet de procéder à des augmentations de capital social, sur ses seules décisions, en une ou plusieurs fois, aux époques et selon les modalités qu'il déterminera, dans les conditions prévues par la loi, par émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières qui sont des titres de capital donnant accès, par tous moyens, immédiatement et/ou à terme à d'autres titres de capital de la Société, à souscrire en numéraire, réservées à tout établissement financier ou filiale contrôlée dudit établissement ou à toutes entités de droit français ou étranger, dotées ou non de la personnalité morale, ayant pour objet exclusif de souscrire, détenir et céder des actions et/ou toutes autres valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, pour la mise en œuvre de formules à effet de levier dans le cadre d'une offre d'actionnariat salarié de la Société ; étant précisé que l'émission de tous titres ou valeurs mobilières donnant accès à des actions de préférence est exclue ;
3. décide que le montant nominal d'augmentation de capital de la Société réalisée en vertu de la présente délégation (i) ne pourra excéder **1,50%** du montant du capital social au jour de la décision du Conseil d'administration de procéder à l'augmentation de capital, étant précisé que ce plafond est un plafond global pour toutes les augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en application des vingt-troisième, vingt-quatrième et vingt-cinquième résolutions soumises à la présente Assemblée et est fixé compte non tenu du nominal des actions de la Société à émettre, éventuellement, au titre des ajustements à opérer conformément à la loi et aux stipulations contractuelles applicables pour protéger les droits des porteurs de valeurs mobilières ou autres droits donnant accès au capital ; et (ii) s'imputera sur le plafond global de 4.000.000€ prévu à la trentième résolution de l'Assemblée générale du 2 juillet 2020 ;
4. décide que le prix de souscription des actions nouvelles à émettre en application de la présente délégation sera égal à la moyenne des cours cotés de l'action Ubisoft Entertainment SA sur Euronext Paris lors des vingt séances de bourse précédant le jour de la décision fixant la date d'ouverture des souscriptions, éventuellement diminuée d'une décote maximale de **15%** ; toutefois, l'Assemblée générale autorise expressément le Conseil d'administration, s'il le juge opportun, à réduire ou supprimer la décote, dans les limites légales et réglementaires, afin notamment de tenir compte, *inter alia*, des régimes juridiques, comptables, fiscaux et/ou sociaux applicables localement ;
5. décide de supprimer, au profit de la catégorie des bénéficiaires susvisée, le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions ordinaires et/ou valeurs mobilières pouvant être émises en vertu de la présente délégation ;
6. constate que cette délégation emporte de plein droit au profit des porteurs de valeurs mobilières émises au titre de la présente résolution et donnant accès au capital de la Société, renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions auxquelles ces valeurs mobilières donnent droit ;
7. décide que le Conseil d'administration aura tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation dans les conditions légales et réglementaires, à l'effet de mettre en œuvre la présente délégation dans le respect des conditions qui viennent d'être arrêtées et notamment :
 - déterminer les dates, les conditions et les modalités de la ou des émissions avec ou sans prime, déterminer le nombre global de titres à émettre dans les limites fixées dans la présente résolution,
 - arrêter la liste des bénéficiaires au sein de la catégorie susvisée et déterminer le nombre d'actions pouvant être souscrites par chacun d'entre eux,
 - arrêter le prix de souscription des actions, conformément aux modalités fixées au paragraphe 4. de la présente résolution,
 - arrêter les modalités de libération des actions dans les limites légales,
 - fixer la date de jouissance des actions à émettre,
 - constater la réalisation de l'augmentation de capital par émission d'actions,
 - assurer la préservation des droits des titulaires de valeurs mobilières donnant à terme accès au capital de la Société, et ce en conformité avec les dispositions légales et réglementaires applicables,
 - sur sa seule décision et s'il le juge opportun, imputer les frais des augmentations de capital sur le montant des primes afférentes à ces augmentations et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital après chaque augmentation,
 - d'une manière générale, accomplir tous actes et formalités, prendre toutes mesures ou décisions et conclure tous accords utiles ou nécessaires (i) pour parvenir à la bonne fin des émissions réalisées en vertu de la présente délégation de compétence, et notamment pour l'émission, la souscription, la jouissance, l'admission aux négociations des titres créés, le service financier des actions nouvelles ainsi que l'exercice des droits qui y sont attachés, (ii) pour constater la réalisation définitive de la ou des augmentations de capital, apporter aux statuts les modifications corrélatives à ces augmentations de capital, (iii) pour procéder aux formalités consécutives à la réalisation des augmentations de capital, et généralement faire le nécessaire.

La présente délégation, d'une durée de dix-huit mois à compter de ce jour, prendra effet à l'issue de l'opération d'actionnariat salarié en cours mise en œuvre dans le cadre de la vingt-septième résolution de l'Assemblée générale du 2 juillet 2020 et privera d'effet à compter de cette même date pour la fraction non utilisée, toute délégation antérieure ayant le même objet.

Vingt-sixième résolution

(Autorisation au Conseil d'administration d'attribuer gratuitement des actions ordinaires de la Société au profit des salariés, en ce inclus tout ou partie des membres du Comité exécutif du groupe Ubisoft, à l'exclusion des Dirigeants mandataires sociaux de la Société objet de la vingt-septième résolution)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, conformément aux articles L. 225-197-1 et suivants et L. 22-10-59 et suivant du Code de commerce :

1. autorise le Conseil d'administration à procéder, en une ou plusieurs fois, à des attributions gratuites d'actions ordinaires, existantes et/ou à émettre de la Société, au profit des membres du personnel ou de certaines catégories d'entre eux qu'il déterminera parmi les salariés, en ce inclus tout ou partie des membres du Comité exécutif du groupe Ubisoft, à l'exclusion des Dirigeants mandataires sociaux de la Société objet de la vingt-septième résolution ;
2. décide que le Conseil d'administration procédera aux attributions et déterminera l'identité des bénéficiaires des attributions ainsi que les conditions et les critères d'attribution des actions dans les limites fixées dans la présente autorisation – étant précisé que concernant :

➤ les membres du Comité exécutif, l'attribution définitive de la totalité des actions réalisée en vertu de la présente résolution :

✓ sera subordonnée à l'atteinte des conditions de performance suivantes :

- le positionnement du rendement total de l'action Ubisoft Entertainment SA (le "TSR Ubisoft") par rapport au TSR des sociétés du NASDAQ Composite Index apprécié sur une période de trois années au moins, avec une acquisition par palier ci-après définie :

< 50 ^{ème} percentile	≥ 50 ^{ème} et ≤ 60 ^{ème} percentile	> 60 ^{ème} percentile
0% de l'attribution sur ce critère	50% de l'attribution sur ce critère	100% de l'attribution sur ce critère

- la croissance du nombre mensuel de joueurs actifs (MAU) apprécié sur une période de trois exercices au moins, avec une acquisition par palier ci-après définie :

< 80% de la cible	≥ 80% et < 90% de la cible	≥ 90% et < 100% de la cible	Cible non communiquée
0% de l'attribution sur cet indicateur	30% de l'attribution sur cet indicateur	50% de l'attribution sur cet indicateur	100% de l'attribution sur cet indicateur

- un indicateur de performance "RSE" (Réduction de l'intensité carbone du Groupe) apprécié sur une période de trois exercices au moins, avec une acquisition par palier ci-après définie :

< 80% de la cible	≥ 80% et < 90% de la cible	≥ 90% et < 100% de la cible	Cible
0% de l'attribution sur cet indicateur	30% de l'attribution sur cet indicateur	50% de l'attribution sur cet indicateur	100% de l'attribution sur cet indicateur

- ✓ interviendra au terme d'une période d'acquisition au minimum de quatre années, étant entendu que le Conseil d'administration pourra prévoir des périodes d'acquisition d'une durée supérieure à la durée minimale fixée ci-avant et/ou assortir ladite période d'acquisition d'une période de conservation ;

➤ les salariés, l'attribution définitive de la totalité des actions :

- ✓ sera subordonnée à l'atteinte d'une ou plusieurs condition(s) de performance individuelle déterminée(s) par le Conseil d'administration appréciée(s) au terme de chaque période successive d'acquisition telle que ci-après visée, étant entendu que le cumul de ces périodes successives ne pourra être inférieure à quatre années au moins (la "Période Globale") et que le Conseil d'administration pourra prévoir des périodes d'acquisition d'une durée supérieure à la durée minimale de la Période Globale fixée ci-avant et/ou assortir ladite Période Globale d'une période de conservation ;

- ✓ interviendra progressivement à quotité égale au terme de périodes d'acquisition successives dont la première ne pourra être inférieure à deux années minimum suivie de deux autres périodes d'une année chacune – étant entendu que le Conseil d'administration pourra prévoir que ces périodes d'acquisition successives auront une durée supérieure à la durée minimale fixée ci-avant ;

3. décide que les attributions gratuites d'actions ordinaires effectuées en vertu de cette autorisation ne pourront porter sur un nombre d'actions existantes ou nouvelles supérieur à 2% du nombre d'actions ordinaires composant le capital de la Société au jour de la décision d'attribution du Conseil d'administration, étant précisé que ce plafond est commun au plafond visé sous la vingt-septième résolution de la présente Assemblée.

Sur ce plafond s'imputera la valeur nominale des actions ordinaires de la Société à émettre, le cas échéant, pour préserver, conformément à la loi et aux stipulations contractuelles applicables prévoyant d'autres cas d'ajustements, les droits des porteurs de valeurs mobilières ou autres droits donnant accès au capital de la Société,

4. prend acte qu'en cas d'attribution gratuite d'actions à émettre, la présente autorisation emportera de plein droit, au fur et à mesure de l'attribution définitive desdites actions, augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission au profit des bénéficiaires et renonciation corrélatrice des actionnaires au profit des bénéficiaires à leur droit préférentiel de souscription sur lesdites actions ;

5. décide qu'en cas d'invalidité du bénéficiaire correspondant au classement dans la deuxième ou troisième catégorie prévue à l'article L. 341-4 du Code de la sécurité sociale, les actions gratuites lui seront définitivement attribuées avant l'expiration de la période d'acquisition restant à courir, et seront immédiatement cessibles ;

6. délègue tous pouvoirs au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions légales et réglementaires, pour mettre en œuvre la présente autorisation, dans les conditions ci-dessus et dans les limites autorisées par les textes en vigueur, et notamment :

- déterminer l'identité des bénéficiaires, ou la catégorie de bénéficiaires, et le nombre d'actions ordinaires attribuées gratuitement à chacun d'eux dans les limites fixées dans la présente résolution,
- fixer les modalités et conditions des attributions gratuites d'actions qui seraient effectuées en vertu de la présente autorisation ainsi que la ou les condition(s) de performance à laquelle/auxquelles sera conditionnée l'attribution définitive des actions aux membres du Comité exécutif ou autres bénéficiaires dans les termes et conditions visés dans la présente résolution,
- prévoir la faculté de suspendre provisoirement les droits à attribution dans les conditions prévues par la loi et les règlements applicables,
- inscrire les actions gratuites attribuées sur un compte nominatif au nom de leur titulaire, mentionnant, le cas échéant, l'indisponibilité et la durée de celles-ci, et de lever l'indisponibilité des actions pour toute circonstance pour laquelle la présente résolution ou la réglementation applicable permettrait la levée de l'indisponibilité,

- procéder, le cas échéant, pendant la période d'acquisition, aux ajustements du nombre d'actions liés aux éventuelles opérations sur le capital de la Société de manière à préserver les droits des bénéficiaires,
- en cas d'émission d'actions nouvelles, imputer, le cas échéant, sur les réserves, bénéfices ou primes d'émission de son choix, les sommes nécessaires à la libération desdites actions, constater la réalisation des augmentations de capital, modifier les statuts en conséquence,
- et, plus généralement, accomplir toutes les formalités utiles à l'émission, à l'admission aux négociations et au service financier des titres émis en vertu de la présente résolution et faire tout ce qui sera utile et nécessaire dans le cadre des lois et règlements en vigueur.

Le Conseil d'administration informera chaque année l'Assemblée générale ordinaire, dans les conditions légales et réglementaires, en particulier l'article L. 225-197-4 du Code de commerce, des opérations réalisées dans le cadre de la présente résolution.

Cette autorisation est octroyée pour une durée de trente-huit mois à compter de la présente Assemblée et prive d'effet, pour la fraction non utilisée, toute délégation antérieure ayant le même objet.

Vingt-septième résolution

(Autorisation au Conseil d'administration d'attribuer gratuitement des actions ordinaires de la Société au profit des Dirigeants mandataires sociaux de la Société)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, conformément aux articles L. 225-197-1 et suivants et L. 22-10-59 et suivant du Code de commerce :

1. autorise le Conseil d'administration à procéder, en une ou plusieurs fois, à des attributions gratuites d'actions ordinaires, existantes et/ou à émettre de la Société, au profit des Dirigeants mandataires sociaux de la Société ;
2. décide que le Conseil d'administration procédera aux attributions et déterminera l'identité des bénéficiaires parmi les Dirigeants mandataires sociaux de la Société ;
3. décide que l'attribution définitive de la totalité des actions réalisée en vertu de la présente résolution :

- sera subordonnée à l'atteinte des conditions de performance suivantes :

- ✓ pour 60% de l'attribution : l'indicateur, apprécié sur une période de trois années au moins, sera basé sur le positionnement du rendement total de l'action Ubisoft Entertainment SA (le "TSR Ubisoft") par rapport au TSR des sociétés du NASDAQ Composite Index avec une acquisition par palier ci-après définie :

< 50 ^{ème} percentile	≥ 50 ^{ème} et ≤ 60 ^{ème} percentile	> 60 ^{ème} percentile
0% de l'attribution sur ce critère	50% de l'attribution sur ce critère	100% de l'attribution sur ce critère

- ✓ pour 20% de l'attribution : l'indicateur apprécié, sur une période de trois exercices au moins, sera basé sur la croissance du nombre mensuel de joueurs actifs (MAU) avec une acquisition par palier ci-après définie :

< 80% de la cible	≥ 80% et < 90% de la cible	≥ 90% et < 100% de la cible	Cible non communiquée
0% de l'attribution sur cet indicateur	30% de l'attribution sur cet indicateur	50% de l'attribution sur cet indicateur	100% de l'attribution sur cet indicateur

- ✓ pour 20% de l'attribution : l'indicateur, apprécié sur une période de trois exercices au moins, sera basé sur un indicateur de performance "RSE" (Réduction de l'intensité carbone du Groupe) avec une acquisition par palier ci-après définie :

< 80% de la cible	≥ 80% et < 90% de la cible	≥ 90% et < 100% de la cible	Cible
0% de l'attribution sur cet indicateur	30% de l'attribution sur cet indicateur	50% de l'attribution sur cet indicateur	100% de l'attribution sur cet indicateur

- interviendra au terme d'une période d'acquisition au minimum de quatre années, étant entendu que le Conseil d'administration pourra prévoir des périodes d'acquisition d'une durée supérieure à la durée minimale fixée ci-avant et/ou assortir ladite période d'acquisition d'une période de conservation ;

4. décide que les attributions gratuites d'actions ordinaires effectuées en vertu de cette autorisation ne pourront porter sur un nombre d'actions existantes ou nouvelles supérieur à **0,10%** du nombre d'actions ordinaires composant le capital de la Société au jour de la décision d'attribution du Conseil d'administration – ce plafond s'imputant sur celui de la vingt-sixième résolution de la présente Assemblée et se substituant au plafond fixé par l'Assemblée générale mixte du 1^{er} juillet 2020 sous la vingt-neuvième résolution pour la fraction non utilisée, dont il ne pourra dès lors être fait usage que dans le cadre et en vertu de la vingt-huitième résolution de ladite Assemblée en application du plafond commun défini au titre de ces deux résolutions.

Sur ce plafond s'imputera la valeur nominale des actions ordinaires de la Société à émettre, le cas échéant, pour préserver, conformément à la loi et aux stipulations contractuelles applicables prévoyant d'autres cas d'ajustements, les droits des porteurs de valeurs mobilières ou autres droits donnant accès au capital de la Société ;

5. prend acte que le Conseil d'administration devra (i) décider que ces actions ne peuvent être cédées par les Dirigeants mandataires sociaux de la Société avant la cessation de leurs fonctions, ou (ii) fixer la quantité d'actions gratuites que les Dirigeants mandataires sociaux de la Société seront tenus de conserver au nominatif jusqu'à la cessation de leurs fonctions ;
6. prend acte qu'en cas d'attribution gratuite d'actions à émettre, la présente autorisation emportera de plein droit, au fur et à mesure de l'attribution définitive desdites actions, augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission au profit des bénéficiaires et renonciation corrélative des actionnaires au profit des bénéficiaires à leur droit préférentiel de souscription sur lesdites actions ;
7. décide qu'en cas d'invalidité du bénéficiaire correspondant au classement dans la deuxième ou troisième catégorie prévue à l'article L. 341-4 du Code de la sécurité sociale, les actions gratuites lui seront définitivement attribuées avant l'expiration de la période d'acquisition restant à courir, et seront immédiatement cessibles ;
8. délègue tous pouvoirs au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions légales et réglementaires, pour mettre en œuvre la présente autorisation, dans les conditions ci-dessus et dans les limites autorisées par les textes en vigueur, et notamment :

- déterminer l'identité des bénéficiaires parmi les Dirigeants mandataires sociaux et le nombre d'actions ordinaires attribuées gratuitement à chacun d'eux dans les limites fixées dans la présente résolution,
- fixer les modalités et conditions des attributions gratuites d'actions qui seraient effectuées en vertu de la présente autorisation ainsi que les conditions de performance auxquelles sera conditionnée l'attribution définitive des actions aux Dirigeants mandataires sociaux de la Société dans les termes et conditions visés au paragraphe 2. De la présente résolution et prendre toute décision entrant dans le champ d'application de l'article L. 225-197-1, II-dernier alinéa, du Code de commerce,
- dans les termes et conditions visés sous la présente résolution,
- prévoir la faculté de suspendre provisoirement les droits à attribution dans les conditions prévues par la loi et les règlements applicables,

- inscrire les actions gratuites attribuées sur un compte nominatif au nom de leur titulaire, mentionnant, le cas échéant, l'indisponibilité et la durée de celles-ci, et de lever l'indisponibilité des actions pour toute circonstance pour laquelle la présente résolution ou la réglementation applicable permettrait la levée de l'indisponibilité,
- procéder, le cas échéant, pendant la période d'acquisition, aux ajustements du nombre d'actions liés aux éventuelles opérations sur le capital de la Société de manière à préserver les droits des bénéficiaires,
- en cas d'émission d'actions nouvelles, imputer, le cas échéant, sur les réserves, bénéfices ou primes d'émission de son choix, les sommes nécessaires à la libération desdites actions, constater la réalisation des augmentations de capital, modifier les statuts en conséquence,
- et, plus généralement, accomplir toutes les formalités utiles à l'émission, à l'admission aux négociations et au service financier des titres émis en vertu de la présente résolution et faire tout ce qui sera utile et nécessaire dans le cadre des lois et règlements en vigueur.

Le Conseil d'administration informera chaque année l'Assemblée générale ordinaire, dans les conditions légales et réglementaires, en particulier l'article L. 225-197-4 du Code de commerce, des opérations réalisées dans le cadre de la présente résolution. Cette autorisation est octroyée pour une durée de trente-huit mois à compter de la présente Assemblée.

Partie ordinaire et extraordinaire

Vingt-huitième résolution

(Pouvoirs pour formalités)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, donne tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal des délibérations de la présente Assemblée à l'effet d'accomplir tous dépôts et formalités prévus par la loi où besoin sera.

Les modalités de participation à l'Assemblée générale ci-après intègrent les dispositions de l'ordonnance n° 2020-321 du 25 mars 2020 (prorogée et modifiée par l'ordonnance n° 2020-1497 du 2 décembre 2020) (l'"Ordonnance") et du décret n° 2020-418 du 10 avril 2020 portant adaptation des règles de réunion et de délibération des assemblées et organes dirigeants (prorogé et modifié par les décrets n° 2020-1614 du 18 décembre 2020 et n° 2021-255 du 9 mars 2021) (le "Décret"), dans le cadre de la tenue à huis clos de l'Assemblée générale.

A - Participation à l'Assemblée générale

Conditions préalables

Tout actionnaire ou représentant d'actionnaire(s) **peut**, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède et leur modalité de détention (nominatif et/ou au porteur), **participer à l'Assemblée générale d'Ubisoft**, en **justifiant de sa qualité d'actionnaire**, conformément à l'article R. 22-10-28 du Code de commerce, au plus tard au deuxième jour ouvré précédant l'Assemblée générale, soit le **mardi 29 juin 2021 à zéro heure (heure de Paris) ("J-2")**, par l'**inscription en compte de ses actions**, en son nom (ou éventuellement au nom de l'intermédiaire inscrit pour son compte) :

- soit dans les comptes de titres **au nominatif**, tenus pour Ubisoft par **Caceis Corporate Trust**,
- soit dans les comptes de titres **au porteur** tenus par l'**établissement bancaire** ou **financier** auprès duquel ses actions sont inscrites en compte, dûment constatée par une **attestation de participation** délivrée par ce dernier (l'"**Attestation de Participation**"), le cas échéant par voie électronique.

Modalités particulières liées au huis clos

Compte tenu de la tenue de l'Assemblée générale à huis clos, **les actionnaires ne pourront pas assister physiquement, ni se faire représenter physiquement par une autre personne** à l'Assemblée. En conséquence, **aucune carte d'admission** pour y assister physiquement **ne sera délivrée**.

Les actionnaires pourront participer **en votant à distance** (directement ou par mandataire) ou **en donnant pouvoir** (procuration) au **Président de l'Assemblée** et ce, **préalablement à l'Assemblée générale**, dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi et la réglementation en vigueur.

Moyens d'exercice du droit de vote à l'Assemblée générale

Les actionnaires pourront **préalablement à l'Assemblée générale** choisir de **voter à distance** (directement ou par mandataire) ou **donner pouvoir** (procuration) au **Président de l'Assemblée** par **internet** via la plateforme sécurisée Votaccess ou par **courrier** via le formulaire de vote par correspondance.

Quel que soit le mode de participation utilisé, il est **recommandé** aux actionnaires **d'exprimer leur vote au plus tôt** afin d'en faciliter le traitement et de privilégier et, dans la mesure du possible, l'envoi de leurs instructions par internet.

Procuration à un tiers (autre que le Président de l'Assemblée)

La **désignation** ou **révocation de procuration** octroyée par un actionnaire à un tiers visé aux articles L. 225-106, I. et L. 22-10-39 du Code de commerce (le "**Mandataire**") pourra se faire selon l'un des moyens de participation ci-après visés (**internet** ou **courrier**), étant rappelé que toute **révocation** du Mandataire doit intervenir dans les mêmes formes que sa désignation.

En application des dispositions du **Décret**, toute **procuration** octroyée à un Mandataire devra être transmise à **Caceis Corporate Trust**, au plus tard le **dimanche 27 juin 2021 à minuit (heure de Paris)**.

Modalités particulières liées au huis clos

Le Mandataire ne pouvant pas assister physiquement à l'Assemblée générale, il ne pourra donc exercer qu'un **vote à distance au nom de l'actionnaire**, en envoyant le formulaire unique de pouvoir/vote par correspondance téléchargeable sur le site de la Société, par **courrier électronique** à l'adresse ct-mandataires-assemblees@caceis.com.

Attention : cette adresse électronique est uniquement réservée aux Mandataires, titulaires d'une procuration donnée par un actionnaire et **aucun vote à distance ou pouvoir au Président de l'Assemblée envoyé** par un actionnaire ou un intermédiaire inscrit **à cette adresse électronique** ne sera pris en compte. En outre, pour ses propres droits de vote, le Mandataire adresse ses instructions de vote selon les procédures habituelles.

▪ Vote par internet

La plateforme **Votaccess** sera ouverte du **mercredi 16 juin 2021 à 10 heures (heure de Paris)** au **mercredi 30 juin 2021 à 15 heures (heure de Paris)**. Afin d'éviter tout encombrement de la plateforme, il est recommandé de ne pas attendre la veille de l'Assemblée générale pour voter.

Tout actionnaire au nominatif (pur ou administré) souhaitant voter par internet accédera au site **Votaccess** via : <https://www.nomi.olisnet.com>.

Les actionnaires titulaires d'actions au nominatif :

- **pur** devront se connecter en utilisant leur identifiant et leur mot de passe habituels ;
- **administré** devront se connecter en utilisant l'identifiant de connexion figurant sur le formulaire de vote par correspondance reçu par courrier ou dans l'e-convocation.

Les actionnaires **au porteur** dont l'établissement teneur de compte :

- **a adhéré à **Votaccess**** devront se connecter sur le portail de cet établissement avec leurs codes d'accès habituels, cliquer sur l'icône apparaissant sur la ligne correspondant à leurs actions **Ubisoft** et suivre les indications à l'écran afin de valider leurs instructions de vote, après avoir vérifié auprès de leur établissement si cet accès est soumis à des conditions d'utilisation particulières,
- **n'a pas adhéré à **Votaccess**** pourront transmettre leurs instructions de vote à l'établissement financier teneur de leur compte-titres, qui les transmettra à **Caceis Corporate Trust** - Service Assemblées Générales Centralisées - 14, rue Rouget de Lisle - 92862 Issy-les-Moulineaux CEDEX 9 ("**CACEIS**").

▪ Vote par voie postale

Les actionnaires désirant **voter à distance** (directement ou par mandataire) ou **donner pouvoir** (procuration) au **Président de l'Assemblée** par **voie postale** pourront procéder de la façon suivante :

- les actionnaires titulaires d'actions **au nominatif** n'ayant pas opté pour l'e-convocation recevront automatiquement de CACEIS un formulaire de vote par correspondance personnalisé avec leur convocation.

Le formulaire dûment complété (en prenant en considération la tenue à huis clos de l'Assemblée générale), daté et signé est à renvoyer à l'aide de l'enveloppe T jointe et doit être parvenu **au plus tard le lundi 28 juin 2021 à minuit (heure de Paris)**, à CACEIS.

- les actionnaires titulaires d'actions **au porteur** peuvent accéder au formulaire de vote par correspondance sur www.ubisoft.com - Espace investisseurs - Assemblées Générales - 2021 ou le demander par écrit auprès de CACEIS, la demande devra être reçue **au plus tard le vendredi 25 juin 2021 à minuit (heure de Paris)**.

Le formulaire dûment complété (en prenant en considération la tenue à huis clos de l'Assemblée générale et **exception faite** du cas de **procuration à un Mandataire ci-avant visé**), daté et signé est à renvoyer à leur établissement teneur de compte, qui devra le faire parvenir **au plus tard le lundi 28 juin 2021 à minuit (heure de Paris)**, à CACEIS, accompagné de l'attestation de participation préalablement établie.

Vote et cession d'actions

En cas de cession de tout ou partie des actions :

- avant J-2, le vote exprimé à distance ou la procuration, accompagné(e) pour les actionnaires au porteur de leur attestation de participation, sera, selon le cas, modifié(e) ou invalidé(e) en conséquence selon la notification ainsi que les informations transmises par l'intermédiaire habilité ou au regard des informations figurant sur les listes des actionnaires au nominatif selon le cas,
- après J-2, elle n'a pas à être notifiée ou prise en compte, nonobstant toute convention contraire.

B - Questions écrites - Inscription de points ou de projets de résolutions à l'ordre du jour de l'Assemblée générale

Modalités particulières liées au huis clos

Il ne sera pas possible de poser de questions orales ou de déposer des projets d'amendements ou de nouvelles résolutions en séance.

L'actionnaire souhaitant :

- inscrire des **points** ou des **projets de résolutions** à l'ordre du jour de l'Assemblée générale, **sous réserve de remplir les conditions prévues à l'article R. 225-71 du Code de commerce**, devra faire parvenir sa demande **au plus tard le dimanche 6 juin 2021** (articles R. 225-73, II. et R. 22-10-22 du Code de commerce) ;
- poser des **questions écrites** pourra le faire, au plus tard le second jour ouvré précédant l'Assemblée générale, soit le **mardi 29 juin 2021**, conformément aux dispositions du Décret.

Dans les deux cas, il conviendra d'adresser les demandes :

- à l'adresse électronique suivante : odj2021@ubisoft.com ; ou
- par lettre recommandée avec accusé de réception à Ubisoft Entertainment SA - Secrétariat du Conseil - 2, rue du Chêne Heleuc - CS 70022 - 56910 Carentoir.

Nous vous recommandons autant que faire se peut de favoriser les envois par voie électronique.

Inscription de points ou projets de résolutions à l'ordre du jour

Les actionnaires au porteur devront accompagner leur demande :

- d'une attestation de participation justifiant de la possession ou de la représentation par le ou les auteurs de la demande de la fraction au capital exigée par l'article R. 225-71 susvisé ;
- du texte du projet de résolution assorti d'un bref exposé des motifs ou du point dont l'inscription à l'ordre du jour est demandée.

L'examen par l'Assemblée des points et résolutions qui seront présentés est subordonné à la transmission, par les auteurs de la demande, d'une nouvelle attestation justifiant de l'enregistrement comptable des titres à J-2. La liste des points ajoutés à l'ordre du jour et le texte des projets de résolutions présentés le cas échéant par les actionnaires seront publiés sans délai sur le **site internet** d'Ubisoft.

Questions écrites

Les actionnaires au porteur devront accompagner leur demande d'une attestation de participation délivrée par l'établissement financier teneur de leur compte-titres.

Une réponse commune pourra être apportée à ces questions dès lors qu'elles représentent le même contenu. La réponse à une question écrite sera réputée avoir été donnée dès lors qu'elle figurera sur le **site internet** d'Ubisoft.

C - Droit de communication des actionnaires

Les documents et/ou informations visés à l'article R. 22-10-23 du Code de commerce seront publiés sur le site internet d'Ubisoft, **au plus tard** le vingt-et-unième jour avant l'Assemblée générale, soit le **jeudi 10 juin 2021**. Ils seront également disponibles et consultables au siège social / au lieu de la Direction administrative, **sous réserve des restrictions liées au Covid-19**.

Les actionnaires pourront alors se procurer les documents prévus par la réglementation en vigueur (articles R. 225-81 et R. 225-83 du Code de commerce) qui ne figureraient pas sur le site internet d'Ubisoft, dans les délais et conditions actuellement applicables (article R. 225-88 du Code de commerce et article 3 de l'Ordonnance), en adressant leur demande à l'adresse électronique suivante **ag2021@ubisoft.com**.

Un avis de convocation sera publié ultérieurement, au minimum quinze jours avant la date de l'Assemblée générale.

Le Conseil d'administration